

Arrêté préfectoral du 21 NOV. 2024
portant levée de mise en demeure à l'encontre de la SARL ETS BEN JOSEPH,
exploitant une carrière de granite lieu-dit Carauce sur le territoire de la commune de Burlats

Le préfet du Tarn

- Vu** le code de l'environnement
- Vu** le décret du Président de la République du 1^{er} octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de Préfet de Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2024 portant délégation de signature à monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 28 juin 2023 mettant en demeure la SARL ETS BEN JOSEPH, de respecter les dispositions des articles AP 3 et PP 3 de l'annexe 4 « Gestion des eaux superficielles » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 novembre 2016, d'une carrière de granite située lieu-dit Carauce sur le territoire de la commune de Burlats ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 24/10/2024 constatant la régularisation

Considérant que la SARL ETS BEN JOSEPH a satisfait aux exigences de l'arrêté de mise en demeure susvisé qu'en conséquence il y a lieu de lever cette mise en demeure ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres

ARRÊTE

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral en date du 28 juin 2023 mettant en demeure la société SARL ETS BEN JOSEPH de respecter les dispositions des articles AP 3 et PP 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'annexe 4 « Gestion des eaux superficielles » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 novembre 2016 par le respect des prescriptions susvisées est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu à cet article, l'autorité administrative compétente pourra arrêter, indépendamment des poursuites pénales qui

pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, une ou plusieurs des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4 :

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Burlats en vue de l'information des tiers.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée au maire de Burlats.

Albi le **21 NOV. 2024**

**Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,**



Laurent GANDRA-MORENO